

CORÉE

Un hélicoptère américain abattu

Washington reconnaît implicitement que l'appareil avait pénétré dans le nord de la péninsule

Un hélicoptère militaire américain de type « Chinook » a été abattu jeudi au-dessus de la République populaire démocratique de Corée.

Cet incident fait à nouveau apparaître le danger que fait courir à la paix dans cette région de l'Asie, la présence de forces d'occupation américaines en Corée du Sud.

Le président Carter, informé de l'affaire au cours d'un concert offert à la Maison-Blanche en l'honneur du chancelier ouest-allemand Helmut Schmidt, s'est rendu dans une salle de conférences pour s'y entretenir avec le secrétaire d'Etat Cyrus Vance, son conseiller en matière de sécurité nationale M. Brzezinski, et le secrétaire à la Défense M. Brown.

A l'issue de ces entretiens, les déclarations du porte-parole de la Maison-Blanche, M. Jody Powell, semblaient indiquer que les dirigeants de Washington s'étaient rendu compte de la responsabilité américaine dans cet incident.

Une pénétration dans l'espace aérien de la RPDC aurait été « involontaire et regrettable », a déclaré M. Powell qui a néanmoins poursuivi : « Nous sommes profondément préoccupés par cet incident et nous demandons des explications rapides aux autorités nord-coréennes ».

Après avoir déclaré que l'appareil était probablement « en patrouille », M. Powell a affirmé qu'il transportait du ciment pour le compte des Sud-Coréens. En tout état de cause, si quelqu'un a des « explications rapides » à demander, c'est Pyongyang, et non Washington.

Rappelons que M. Carter avait annoncé, pendant la campagne électorale, le retrait des troupes américaines de Corée du Sud. Depuis, on a peu à peu appris qu'il s'agissait de retirer les forces terrestres, cependant que les forces aériennes et navales US resteraient en place. Quant à ce retrait partiel, il serait échelonné sur cinq ans...

Le temps d'assister encore à de dangereuses provocations, et de soutenir en Corée du Sud une des dictatures les plus terroristes du monde.

U.S.A. - R.F.A.

Carter satisfait de Schmidt

« Nos relations sont de plus en plus étroites » dit le président américain au chancelier ouest-allemand

« Mon pays divisé souhaite poursuivre patiemment la politique de détente », a déclaré le chancelier ouest-allemand Helmut Schmidt en s'adressant mercredi soir au président Carter, à la Maison-Blanche.

On ne saurait qu'approuver la volonté de détente, mais pourquoi le chancelier ouest-allemand parle-t-il de « son pays divisé » ?

La R.F.A. n'a-t-elle pas signé en 1972 un traité avec la R.D.A. établissant l'existence de deux Etats allemands ?

L'article 4 de ce traité ne dit-il pas expressément : « La République démocratique allemande et la République fédérale d'Allemagne partent du fait qu'aucun des deux Etats ne saura représenter l'autre sur le plan international, ni agir en son nom » ?

Le chancelier ouest-allemand veut-il à Washington remettre en cause ce traité ?

Au cours des premiers entretiens avec le président Carter, Helmut

Schmidt a repris, mais seulement en partie, l'idée soviétique d'une conférence Est-Ouest.

Leonid Brejnev avait l'an dernier à plusieurs reprises proposé aux gouvernements occidentaux une conférence sur l'énergie, les transports et l'environnement. La R.F.A., tout en affirmant être « favorable » à cette initiative soviétique, demande au président Carter qu'on s'en tienne aux problèmes de l'énergie.

Autre sujet d'entretiens, à Washington : la non-dissémination nucléaire. La R.F.A. ne renonce pas à son marché avec le Brésil (pourtant non signataire des traités), et le président Carter semble maintenant se satisfaire d'une vague promesse de Bonn de ne plus exporter à l'avenir d'installations de retraitement. Il a remercié Helmut Schmidt pour son « engagement » en ce sens.

Les relations entre Washington et Bonn sont « solides, inébranlables et de plus en plus étroites », a déclaré Jimmy Carter.

R.D.A.

1978 : un plan de lutte

La discussion a commencé dans les entreprises

Envoyé spécial permanent : BERNARD UMBRECHT

BERLIN, 14 juillet (par téléphone). — Cette semaine, malgré le climat estival, commence dans les entreprises de RDA la discussion sur le plan pour l'année 1978. Elle durera jusqu'au 5 septembre. Thème central : « Intensification de la production ». Le débat pourra s'appuyer sur ce qui a déjà été acquis au cours du premier semestre 1977, les dépassements du plan enregistrés fin mai, le développement de la consommation, l'activité politique et sociale.

Les approvisionnements de la population sont restés satisfaisants. On a relevé, cependant, l'absence de certains fruits et légumes qui est expliquée par des difficultés d'importa-

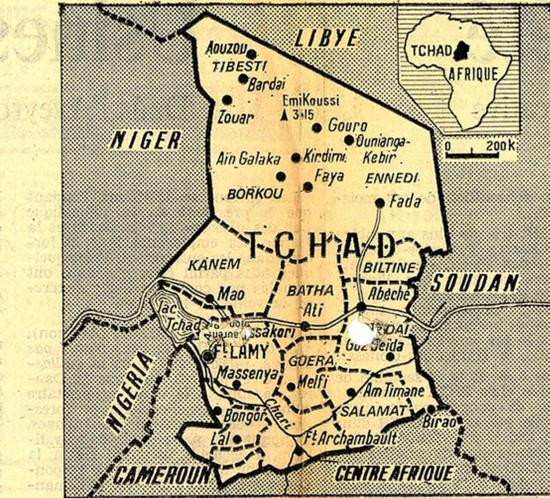
tion, la production propre de la RDA étant plus tardive.

Les soucis principaux depuis quelque temps viennent de l'énorme augmentation des prix des matières premières, industrielles et agricoles dans les pays capitalistes.

Dans le commerce entre pays socialistes, « les prix des matières premières, des produits industriels et agricoles ont également augmenté », écrit « Neues Deutschland », dans un éditorial.

La RDA s'en tient malgré tout fermement à sa politique de stabilité des prix et à son programme social, et attache la plus grande importance au développement des sciences et des techniques.

« Le Bureau politique accorde une grande attention au fait qu'au cours des premiers mois de 1977 l'augmentation de la production a été due



TCHAD

Troubles à la frontière libyenne

Le général Malloum accuse Kadhafi d'occuper une partie du nord du pays

Des manifestations organisées par le gouvernement ont eu lieu hier à N'Djamena, capitale du Tchad, pour protester contre l'attitude de la Libye qui, a dit le général Felix Malloum, « occupe illégalement une partie du territoire du nord du pays ».

Le différend qui oppose le Tchad et la Libye à propos des territoires du Nord n'est pas nouveau. Il y a des années que la situation trouble dans tout le nord du pays n'a pas permis au gouvernement tchadien (pas plus d'ailleurs qu'à l'ex-puissance coloniale française) d'exercer un contrôle direct sur ces régions. Les autorités de N'Djamena ont toujours dit que la Libye occupait illégalement une bande de territoire d'environ 130 km de profondeur à l'intérieur du pays. Celle-ci a revêtu un intérêt nouveau depuis que des prospections faites par les Américains y ont décelé des traces de pétrole.

LA COUR SUPREME DE JERUSALEM a confirmé en appel l'interdiction faite à l'avocate israélienne Lea Tzemel de défendre une jeune Allemande de l'Ouest, accusée d'avoir organisé un attentat contre un avion de la compagnie El Al pour le compte du Front Populaire de Libération de la Palestine.

Pour justifier cette atteinte aux droits de la défense, la cour rappelle qu'il a été interdit à M. Lea Tzemel (et à l'avocate communiste Felicia Langer) de plaider devant les tribunaux militaires parce qu'elle « s'est identifiée aux ennemis d'Israël » et que sa présence pourrait causer « un tort grave à la sécurité de l'Etat ».

Aujourd'hui, les choses semblent prendre plus d'ampleur. Le président Felix Malloum a déclaré hier que les postes de Bardai, Ounianga-Kébir et Zouar avaient été attaqués par les rebelles toubous appuyés par la Libye. Ce qui déborde largement la portion de terrain contestée jusqu'à présent.

Au Caire, le journal « Al Ahram », se faisant l'écho, dit-il, des déclarations d'un porte-parole du FROLI-NAT (1) à Tripoli, indique que des troupes libyennes évaluées à 4.000 hommes ont attaqué trois postes militaires tchadiens dans le Tibesti. Selon le journal égyptien, le but de cette opération serait de créer, avec une fraction dissidente du FROLI-NAT, un « Etat toubou » qui bénéficierait du soutien libyen. Selon la même source, les rebelles toubous auraient pris la ville de Bardai le 5 juillet dernier.

A Tripoli, les autorités libyennes n'ont encore fait aucun commentaire sur les accusations égyptiennes et tchadiennes.

(1) Front de libération national du Tchad.

ITALIE

Le devoir du citoyen

Faire respecter l'accord

Le débat au Parlement italien sur l'accord conclu entre les partis constitutionnels s'est poursuivi hier. L'issue ne fait guère de doute. Chaque formation signataire s'emploie à justifier les raisons qui ont présidé à la signature du document-programme destiné à orienter l'activité du gouvernement. L'une des interventions les plus écoutées a été celle du secrétaire général du P.C.I. Enrico Berlinguer, une fois de plus, mis en relief la nécessité d'un gouvernement d'unité démocratique dont les communistes feraient naturellement partie.

Après avoir justifié l'accord par « les risques extrêmes qui menacent

le développement économique, la vie démocratique et la paix sociale », Enrico Berlinguer a mis en garde le Parti démocrate-chrétien contre tout amoindrissement dans l'application du programme concerté entre les représentants des partis. Il a invité les travailleurs, les citoyens « à stimuler, à contrôler pas à pas le respect de l'accord, à exercer leur pression démocratique afin de tirer de l'entente réalisée tous les fruits possibles ».

Les leaders de la D.C., M. Benigno Zaccagnini, et du P.S.I., Bettino Craxi, devaient intervenir dans le courant de l'après-midi pour exposer l'opinion de leurs partis respectifs.

Les disparus de Santiago

Envoyé spécial : JOSE FORT

LA HAVANE, 14 juillet. — Au cours de sa récente conférence de presse, le président Carter a notamment déclaré que le débat sur les droits humains devait être « dur ».

Pas si « dur » avec tout le monde. Qu'en juge. Mardi dernier, le chef de la mission diplomatique nord-américaine à Santiago du Chili, M. Thomas Boyatt, après un entretien avec le ministre des Affaires étrangères de la junte fasciste, a exprimé la « satisfaction de son gouvernement » quant à l'avenir du Chili. Il a même ajouté qu'il fallait s'attendre à un « développement des relations entre les deux pays ». Il convient de préciser que ces relations ne vont pas mal du tout, puisque de récentes statistiques indiquent une nette augmentation des investissements U.S. et des crédits américains au Chili.

Alors pourquoi ce soudain débordement d'enthousiasme ? Le récent discours du dictateur Pinochet annonçant des élections d'ici à... huit ans et une Assemblée, dont les deux tiers des membres seraient désignés par la junte constituée pour l'administration nord-américaine, un pas extrêmement « positif ».

Quant aux milliers de « disparus », d'emprisonnés, et à la répression, c'est du passé.

Message à Geisel

RIO DE JANEIRO, 14 juillet. — Jimmy Carter a adressé au dictateur du Brésil, Geisel, un message « pour le moins conciliant », note l'AFP. Ce message fait suite au rapport que Rosalynn Carter a fait à son mari sur son récent voyage à Rio.

Bien que les deux pays, affirme le président américain, puissent avoir « une manière différente d'aborder certains aspects du problème des droits de l'homme, la position brésilienne est, dans sa conception globale, la même que celle des Etats-Unis ».

DEUX ETUDIANTS DE L'U.N.E.F. ont enquêté sur la répression au Chili et au Brésil. A leur retour, à Paris, ils ont lancé notamment un appel en faveur de l'étudiant chilien Jaime Valdes, récemment arrêté par la Gestapo de Pinochet.

CINQ ENLEVEMENTS de personnalités, intellectuels et dirigeants syndicaux, ont eu lieu cette semaine à Buenos Aires, annonce la commission argentine pour les droits de l'homme.

EN BREF

EUROPE

Débat aux Communes sur le « contrat social »

Le débat sur le « contrat social » et sur le blocage des salaires en Grande-Bretagne viendra finalement mercredi prochain devant la Chambre des Communes.

Avant-hier soir, le premier ministre avait rencontré les dirigeants syndicaux confédéraux du TUC pour tenter de leur faire accepter une troisième année consécutive de « contrat social ». Mais, comme on pouvait s'y attendre, après le refus de syndicats représentant plusieurs millions de travailleurs (mines, transports, métallurgie), les propositions gouvernementales ne pouvaient être acceptées. M. Callaghan a, pour le moment, renoncé à publier un « livre blanc » de mesures d'austérité.

Pour la troisième fois en quelques jours le gouvernement travailliste a été mis en minorité mercredi devant les Communes.

PROCHE-ORIENT

Pilotes israéliens dans l'armée éthiopienne ?

Un journaliste italien, Fulvio Imaldi, de retour de la zone sud de l'Erythrée contrôlée par le Front populaire de Libération de l'Erythrée, a déclaré qu'il avait été témoin d'un bombardement sur le village de Bar A Soie, ce qui prouvait selon lui, la participation de pilotes israéliens aux opérations menées par le gouvernement éthiopien.

Les avions utilisés, a dit le journaliste, étaient des F 5/2 livrés il y a quelques mois à l'Ethiopie par les Etats-Unis, déjà opérationnels dans l'armée israélienne, et les bombes à fragmentation utilisées ne le sont pas par les Ethiopiens mais équipent l'aviation israélienne.

A Mogadiscio, le ministre somalien de l'Information a également déclaré que son gouvernement avait eu confirmation de l'emploi

Sadate perd un procès

Le président Sadate a perdu un procès dans une affaire de liberté de la presse.

Dans un éditorial, la revue marxiste « At Talia » avait mis en cause la responsabilité du gouvernement au sujet des conséquences dramatiques des augmentations de prix de janvier.

Le président du groupe « Al Ahram » qui édite cette revue mensuelle fut chargé de la liquider. Sa rédaction fut mise à l'écart et la direction en fut confiée à un frère musulman, Salah Galal, proche de l'Arabie Saoudite. Sous le même titre, il fit paraître une revue « scientifique ».

Le rédacteur en chef

de pilotes israéliens dans les opérations en Erythrée.

LE PRESIDENT SADATE a réaffirmé devant des parlementaires américains que les liens entre la Jordanie et un futur Etat palestinien devraient être définis avant la tenue de la conférence de Genève. (M. James Carter avait demandé mardi que le foyer palestinien soit « intégré » à la Jordanie plutôt que de former un Etat indépendant.)

D'autre part, M. Sadate a indiqué pour la première fois que des relations normales pourraient s'établir entre l'Egypte et Israël cinq ans après la signature d'un traité de paix. « Tout dépendra possible », a-t-il dit.

YASSER ARAFAT, président de l'Organisation de Libération de la Palestine, a rencontré mercredi au Caire une délégation parlementaire américaine conduite par M. Lee Hamilton, membre de la commission des relations extérieures du Congrès.

C'est la première fois qu'une délégation officielle américaine a une entrevue avec le président de l'O.L.P.

LE PLAN ANGLAIS-AMERICAIN pour la Rhodésie envisage « l'unification de l'armée rhodésienne (raciste) avec les forces de libération nationalistes » (des patriotes noirs), a déclaré mercredi soir le secrétaire au Foreign Office, David Owen.

La veille à Lusaka, Joshua Nkomo, dirigeant du Front patriotique du Zimbabwe (Rhodésie), avait déclaré : « Le gouvernement britannique n'aborde pas de front le véritable problème. Il ouvre la voie à un plan visant à brader le pays en formant un gouvernement fantôme conçu par Smith (l'actuel premier ministre), Sithole et Muzorewa » (dirigeant de mouvements noirs non reconnus par les 49 pays de l'Organisation de l'unité africaine).

AMÉRIQUE

26 millions de pauvres aux U.S.A.

Selon des statistiques officielles publiées mercredi à Washington, la pauvreté frappait à la fin de l'année 1975, 25.900.000 habitants des Etats-Unis, soit 12 % de la population.

Comme il n'y en avait un an plus tôt que 23.700.000, soit 10 % de moins, on peut raisonnablement penser qu'il y a aujourd'hui plus de 26 millions de pauvres dans ce pays donné comme modèle de prospérité.

Le seuil « légal » de la pauvreté est fixé à 5.500 dollars (27.500 francs). Par ailleurs, fin 75, le chômage avait progressé, frappant 8,3 % de la population active contre 5,3 % un an plus tôt.

Ces chiffres officiels sont sans doute inférieurs à la réalité. La liberté aux Etats-Unis, c'est aussi celle d'ignorer quantité de « cas marginaux ».

DES CREDITS POUR LA BOMBE A NEUTRONS ont été votés par le Sénat américain, où un amendement demandant leur refus a été repoussé par 58 voix contre 38.

CONSIDERES COMME « HOSTILES AUX ETATS-UNIS », sept pays : Vietnam, Laos, Cambodge, Cuba, Angola, Mozambique, Ethiopie se voient privés de possibilités de recourir à la banque mondiale par un amendement de la chambre des représentants américains qui interdit l'aide à ces pays.

Le président de la banque mondiale, Robert McNamara, dans une lettre au président Carter écrit que les conditions restrictives imposées par la chambre des représentants sont en contradiction fondamentale avec la charte de la banque mondiale.

LE NUMERO DEUX DE LA CIA A DEMISSIONNE. — M. Henry Knoche, entré en 1953 à la célèbre agence de renseignement américain, avait récemment été décoré par le président Carter.

Il avait assuré l'interim de la direction de la CIA après le départ du « patron » nommé par Ford, M. Georges Bush et l'arrivée de celui choisi par Carter : l'amiral Turner.

LES COURSES

Table of horse races including Prix de Poissy, Prix Banstar, Prix de la Beauvoisinière, Prix Orfeo, and Prix Macdonald.

Cet après-midi, 13 h 45, Maisons-Laffitte

Table of horse races including Prix de la Coquenne, Prix de la Beauvoisinière, Prix Orfeo, and Prix Macdonald.